



PRÉFET DE LA NIÈVRE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction du pilotage interministériel

Pôle des Politiques Publiques
Service Environnement - guichet unique ICPE

Arrêté préfectoral n° 58-2024-05-24-00009

portant mise en demeure à la société **SABLES & MINÉRAUX** de respecter certaines dispositions de l'arrêté préfectoral l'autorisation à exploiter une carrière d'argile et de sables kaoliniques sur le territoire de la commune de Livry

Le Préfet de la Nièvre
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1 et suivants, L. 511-1 et L. 514-5 ;
- VU** le code de justice administrative ;
- VU** le décret du 27 avril 2023 portant nomination de M. Ludovic PIERRAT en qualité de Secrétaire Général de la Préfecture de la Nièvre ;
- VU** le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de M. Michaël GALY en qualité de Préfet de la Nièvre ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2014-029-0005 en date du 29 janvier 2014 autorisant la SAS IMERYS CERAMICS FRANCE à exploiter une carrière à ciel ouvert d'argile et de sables kaoliniques et ses installations annexes sur le territoire de la commune de Livry ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2015-P-822 en date du 3 juillet 2015 autorisant la mutation au profit de la SAS SABLES & MINÉRAUX de l'autorisation d'exploitation au titre des installations classées pour la protection de l'environnement de la carrière située sur la commune de Livry, exploitée précédemment par la SAS IMERYS CERAMICS FRANCE ;
- VU** l'arrêté préfectoral 58-2017-02-20-002 en date du 20 février 2017 portant modification de l'arrêté préfectoral n° 2014-029-0005 du 29 janvier 2014, susvisé, autorisant la SAS SABLES & MINÉRAUX à exploiter une carrière à ciel ouvert d'argile et de sables kaoliniques et ses installations annexes sur le territoire de la commune de Livry ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 58-2023-08-21-00013 du 21 août 2023 portant délégation de signature à M. Ludovic PIERRAT, Secrétaire Général de la Préfecture de la Nièvre ;
- VU** le rapport de l'Inspecteur de l'environnement, établi suite à la visite du site du 16 novembre 2023 et transmis à l'exploitant par courrier en date du 24 avril 2024, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;
- VU** le projet d'arrêté transmis le 24 avril 2024 à l'exploitant, en application de l'article L. 171-6 du code de l'environnement ;
- VU** l'absence de réponse de l'exploitant sur le projet d'arrêté précité ;

CONSIDÉRANT que l'article L. 171-8 du code de l'environnement dispose qu'en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine ;

CONSIDÉRANT que l'article 4.3.3.1 de l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2014, susvisé, dispose :
« Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier ainsi que leur stationnement prolongé en dehors des horaires d'activité sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. Les eaux ainsi collectées doivent être dirigées, avant rejet, vers un décanteur-séparateur d'hydrocarbures de classe 5 mg/l » ;

CONSIDÉRANT que l'article 5.1.2 de l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2014, susvisé, dispose :
« L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets inertes et des terres non-polluées résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation. [...] » ;

CONSIDÉRANT que l'article 5.2.7 de l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2014, susvisé, dispose :
« L'exploitant tient à jour un registre chronologique de production et d'expédition des déchets dangereux. [...] » ;

CONSIDÉRANT que l'article 9.4.1 de l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2014, susvisé, dispose : « Un plan orienté et réalisé à une échelle adaptée à sa superficie doit être établi chaque année. [...] » ;

CONSIDÉRANT que, lors de la visite du 16 novembre 2023, l'Inspecteur de l'environnement a constaté que l'exploitant ne respectait pas les dispositions suivantes :

- **article 4.3.3.1** : l'aire étanche où stationnent et sont ravitaillés les engins de chantier n'est pas pourvu d'un décanteur-séparateur d'hydrocarbures de classe 5 mg/l,
- **article 5.1.2** : l'exploitant n'a pas établi de plan de gestion des déchets inertes et des terres non-polluées résultant du fonctionnement de la carrière,
- **article 5.2.7** : l'exploitant ne dispose pas et ne tient pas à jour un registre chronologique de production et d'expédition des déchets dangereux,
- **article 9.4.1** : l'exploitant n'établit pas chaque année un plan orienté et réalisé à une échelle adaptée à la superficie de la carrière qu'il exploite ;

CONSIDÉRANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 I du code de l'environnement en mettant en demeure la société SABLES & MINÉRAUX de respecter les prescriptions des articles 4.3.3.1, 5.1.2, 5.2.7 et 9.4.1 de l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2014, susvisé ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Nièvre ;

A R R Ê T E

Article 1^{er} : Objet

La société SABLES & MINÉRAUX, exploitant une carrière d'argile et de sables kaoliniques, située au lieu-dit « La Baravelle » sur le territoire de la commune de Livry, est mise en demeure de respecter :

- **dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté**, les dispositions prévues aux articles 4.3.3.1 et 5.2.7 de l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2014, susvisé, en :
 - mettant en place un décanteur-séparateur d'hydrocarbures de classe 5 mg/l au droit du rejet des eaux de ruissellement de l'aire étanche,
 - mettant en place un registre chronologique de production et d'expédition des déchets dangereux ;

- dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions prévues aux articles 5.1.2 et 9.4.1 de l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2014, susvisé, en :
 - établissant un plan de gestion des déchets inertes et des terres non-polluées résultant du fonctionnement de la carrière,
 - établissant un plan orienté et réalisé à une échelle adaptée à la superficie de la carrière tel que prévu à l'article 9.4.1 de l'arrêté préfectoral susvisé.

Article 2 : Sanctions

Dans le cas où il n'aurait pas été déféré à la mise en demeure à l'expiration du délai imparti, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, l'autorité administrative peut arrêter une ou plusieurs sanctions prévues au II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 : Notification et publicité

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans la Nièvre pendant une durée minimale de deux mois.

Le présent arrêté est notifié à la société SABLES & MINÉRAUX.

Article 4 : Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au Tribunal Administratif de Dijon, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Le Tribunal Administratif de Dijon peut également être saisi d'un recours déposé via l'application « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

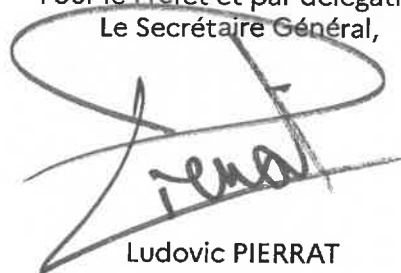
Article 5 : Exécution

- Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Nièvre,
- le Maire de Livry,
- le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, région Bourgogne-Franche-Comté,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Recueil des actes administratifs des services de l'État dans la Nièvre et dont l'original sera transmis au Directeur des archives départementales de la Nièvre.

Fait à Nevers, le 24 MAI 2024

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,



Ludovic PIERRAT

4SOS IAM # 5